



LETTRE OUVERTE AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AFPA

« Le POUVOIR d'OSER »

Moins 72 025 000 € de résultat net au 30 juin 2017.

Par cette lettre, nous demandons au conseil d'administration de l'AFPA de prendre ses responsabilités. Celles qui lui sont dues. Théoriquement.

Cela fait plus d'un an que la CFE CGC Afpa ose dire qu'un changement de modèle, de stratégie est devenu indispensable. Croire qu'un conglomérat d'initiatives individuelles noyées dans une organisation technocratique vieillissante va nous sauver est une utopie. Les salariés s'épuisent, sont au bout du bout.

La puissance publique a le choix : soit financer nos pertes, passées et futures, par centaines de millions ou financer l'avenir ?

Nos périmètres d'activités sont les mêmes qu'il y a 10 ans alors que nous étions 12 000 salariés. Nous ne sommes plus que 6500. Mais y aura t-il encore des pertes à financer dans 10 ans lorsque nous serons 1 000, 2 000 ?

Aucune contradiction n'est possible pour dire que la tendance se situe dans ce sens.

En votant « Oui » à l'EPIC, la CFE CGC Afpa a réclamé « un plan Marshall Ressources Humaines, patrimonial et pédagogique ».

A l'heure où des organismes de formations concurrents ont pour objectif des millions d'inscrits en e-learning à l'horizon 2020, croire que la modernisation de l'AFPA, des objectifs qui lui sont confiés, se fera sans des investissements est illusoire.

Nous espérons que le Conseil d'Administration de l'Agence n'en est pas là. Car la magie d'un projet doit s'appuyer sur la réalité de l'instant. Entraîner, fédérer, afficher une unité de sens et de lieu. Pour croire en ses salariés comme eux devraient croire en vous. Pour faire en sorte que demain ne soit pas cette obsolescence programmée vécue actuellement.

La CFE CGC Afpa a proposé lors des élections des représentants au CA un plan de départ volontaire massif conjugué à des investissements lourds sur des métiers nouveaux (community formateurs, web formateurs, etc...) et des méthodes pédagogiques innovantes, dans un avenir où tout s'inscrit partiellement ou totalement en numérique. Ce n'était pas le plan qui nous intéressait mais le projet global de retour à l'équilibre de l'Afpa. Comment conserver notre existant, l'améliorer, et le concilier avec l'avenir. Dans le contexte actuel, ignorer les tendances de fond serait détestable et nos propositions en ce sens nous semblent encore plus indispensables.



Encore faut-il donner des gages aux salariés.

Dans la presse spécialisée, cette semaine, on lisait ceci : « *Alors que depuis 7 ans, les hausses de salaire sont supérieures à celles des années précédentes: petite déception pour 2017. **Les salaires des cadres ont augmenté de 1,7% cette année, une revalorisation identique à celle de 2016, selon les résultats du baromètre Expectra** ». **Les 86 % de salariés cadres à l'AFPA (et les non cadres aussi) rêvent de s'approprier cette phrase.** Mais elle dépend de vous, chers membres du Conseil d'Administration. De l'envie de croire à un projet fiable, moderne, innovant et opportun aux tendances actuelles et de le mettre en œuvre. 7 ans de gel des salaires ont entraîné une dégradation sociale. L'inverser est nécessaire.*

Encore faut-il avoir une stratégie pour que cette statistique soit réalité chez nous. Claire, lisible, efficace économiquement et respectable humainement. Ce n'est pas le cas.

Par cette lettre ouverte, Mesdames et Messieurs, chers membres du Conseil d'Administration, dont plusieurs êtes représentants de l'Etat, nous vous sollicitons solennellement pour demander au gouvernement d'intervenir en faveur de l'AFPA, Etablissement public de formation, dans le cadre de sa future réforme de la formation professionnelle.

- Pour que l'Afpa devienne pilote et référent dans la pédagogie numérique auprès de tous les actifs
- Pour que l'Afpa puisse financer, rénover son outil de formation et sa structure patrimoniale avec des offres au plus près des demandes des territoires
- Pour que le que le « C » de l'EPIC ne soit pas lettre morte
- Pour que les rapprochements, y compris managériaux, entre les 2 cousins, Pôle Emploi et l'AFPA soient légiférés et ancrés dans un Grand Service de l'Emploi et de la Formation
- Pour que l'Afpa développe son utilité sociale
- Pour que l'Afpa reste le « bras armé » de l'Etat dans sa politique contre le chômage

La CFE CGC Afpa souhaiterait vous entendre, car les salariés ont le pouvoir de subir. Pas vous. Vous avez le pouvoir d'oser. Le pouvoir de nous engager vers des choix professionnels et sociaux décisifs pour l'avenir.

Cordialement

André THOMAS

Président CFE CGC AFPA